



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La fin de la dégradation des termes de l'échange au détriment de l'agriculture française

Michel Bourdon

Citer ce document / Cite this document :

Bourdon Michel. La fin de la dégradation des termes de l'échange au détriment de l'agriculture française. In: Économie rurale. N°101, 1974. pp. 15-24;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1974.2294>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1974_num_101_1_2294

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Pour la majorité des économistes ruraux et des responsables professionnels, le dérapage continu des prix relatifs reliant l'agriculture et le reste de l'économie fait partie des idées reçues ; néanmoins, l'examen des statistiques les plus récentes en ce domaine révèle que, contrairement à la thèse couramment admise, les rapports de prix évoluent très favorablement pour le secteur agricole.

En reprenant les données sur la période 1962-1972, l'auteur s'attache à démontrer qu'en moyenne, d'une part les prix agricoles ont bien suivi la progression du niveau général des prix ; d'autre part, compte tenu de l'évolution des volumes de facteurs utilisés, l'indice du prix global des charges d'exploitation est en décélération constante.

Sans pour autant exclure définitivement le processus de détérioration des termes de l'échange, il faut bien admettre que cette théorie, popularisée depuis longtemps, a perdu de son pouvoir explicatif et ne saurait être en tout cas à l'ordre du jour. Si l'agriculture demeure encore largement un secteur dominé, les ponctions opérées sur la branche ne passent plus principalement par le mécanisme primaire des prix mais empruntent certainement des voies plus complexes.

Abstract

An end to the deterioration of the balance of trade in french farming. - For most farm economists and officials of farming organisations the constantly widening gap between agricultural and industrial prices is a common place. However in the light of recent statistics it seems that, contrary to the general opinion, agricultural prices in comparison with others have greatly improved.

Looking up the statistics for the years 1962-72 this article attempts to demonstrate that on average agricultural prices have closely followed the general rise in prices and that taking into account the modifications in total input, the farm running-costs index has continually decreased.

Without going so far as to exclude the possibility of a future deterioration in the balance of trade, it has to be admitted that this theory does not explain everything and has no reason to be put forward now. If agriculture is a dominated sector the value transferred from it does not result essentially from the primary price effect but from more sophisticated mechanisms.

La fin de la dégradation des termes de l'échange au détriment de l'agriculture française

par Michel BOURDON
Chaire d'Economie Rurale, ENSA de Rennes

Pour la majorité des économistes ruraux et des responsables professionnels, le dérapage continu des prix relatifs reliant l'agriculture et le reste de l'économie fait partie des idées reçues ; néanmoins, l'examen des statistiques les plus récentes en ce domaine révèle que, contrairement à la thèse couramment admise, les rapports de prix évoluent très favorablement pour le secteur agricole.

En reprenant les données sur la période 1962-1972, l'auteur s'attache à démontrer qu'en moyenne, d'une part les prix agricoles ont bien suivi la progression du niveau général des prix ; d'autre part, compte tenu de l'évolution des volumes de facteurs utilisés, l'indice du prix global des charges d'exploitation est en décélération constante.

Sans pour autant exclure définitivement le processus de détérioration des termes de l'échange, il faut bien admettre que cette théorie, popularisée depuis longtemps, a perdu de son pouvoir explicatif et ne saurait être en tout cas à l'ordre du jour. Si l'agriculture demeure encore largement un secteur dominé, les ponctions opérées sur la branche ne passent plus principalement par le mécanisme primaire des prix mais empruntent certainement des voies plus complexes.

AN END TO THE DETERIORATION OF THE BALANCE OF TRADE IN FRENCH FARMING.

For most farm economists and officials of farming organisations the constantly widening gap between agricultural and industrial prices is a common place. However in the light of recent statistics it seems that, contrary to the general opinion, agricultural prices in comparison with others have greatly improved.

Taking up the statistics for the years 1962-72 this article attempts to demonstrate that on average agricultural prices have closely followed the general rise in prices and that taking into account the modifications in total input, the farm running-costs index has continually decreased.

Without going so far as to exclude the possibility of a future deterioration in the balance of trade, it has to be admitted that this theory does not explain everything and has no reason to be put forward now. If agriculture is a dominated sector the value transferred from it does not result essentially from the primary price effect but from more sophisticated mechanisms.

L'accumulation du capital nécessaire au décollage des économies occidentales s'est, durant le XIX^e siècle, très largement appuyée sur la formation et la mobilisation d'un surplus agricole. Ce rôle crucial de financement de la croissance globale s'est opéré par de multiples prélèvements sur la société rurale au profit notamment du secteur secondaire ; le mode de transfert le plus fréquemment utilisé procédait de conditions d'échange préjudiciables à l'agriculture, le principe de non-équivalence des prix réciproques des produits ayant joué en permanence entre villes et campagnes : une nourriture bon marché autorisant de bas salaires, Ricardo l'avait très tôt enseigné, était d'ailleurs considérée comme requise à l'expansion des industries naissantes.

Ce processus qui s'est poursuivi et vraisemblablement accéléré tout au long du XX^e siècle, a largement contribué à une domination de l'agriculture par le reste de l'économie. On a depuis longtemps reconnu qu'en raison de la rapidité du progrès technique jointe à la faible élasticité de la demande, les

agriculteurs, en tant que vendeurs subissent la loi du marché et ne sont pas maîtres de leurs prix et en tant qu'acheteurs sont également en position d'infériorité lors de l'acquisition de biens de production nécessaires à leurs exploitations : il est par-tout affirmé que l'agriculture est assujettie à des rapports de prix qui lui sont nettement défavorables et là réside bien souvent l'explication fondamentale des maigres revenus tirés de l'activité agricole (1). Pour mesurer ce mécanisme, l'outil statistique le plus familier est l'indice des termes de l'échange, quotient des évolutions respectives des prix reçus par les agriculteurs pour leurs produits et des prix payés à leurs fournisseurs : toutes les séries chronologiques jusqu'ici établies attestent que les prix

(1) La démonstration la plus éclatante des disparités de prix entre agriculture et ensemble de l'économie remonte probablement à l'ouvrage de LATIL - « Evolution du revenu des agriculteurs », 1956. A. Colin. Mais tous les traités d'économie rurale sont généralement très discrets sur ce phénomène particulièrement mis en lumière dans « Agriculture et croissance économique ». Rapport d'un groupe d'experts. OCDE, 1965.

intéressant l'agriculture enregistrent en termes nominaux des progressions beaucoup moins rapides que dans les autres branches. Si l'on se penche d'un peu plus près sur l'appréciation des « terms of trade », la comparaison entre les prix agricoles et tous les autres peut se situer à deux niveaux successifs :

- on établit d'abord le lien entre les variations des prix des produits agricoles et celles des biens et services nécessaires à cette production en envisageant donc le paysan comme entrepreneur ;
- on rattache en second lieu les prix agricoles au niveau général des prix afin de saisir l'évolution du pouvoir d'achat de l'agriculteur considéré alors comme consommateur.

On parvient ainsi à distinguer les deux concepts de dégradation interne et externe, toute analyse exhaustive se devant de recourir à cette double mesure qui exprime l'optique duale production-revenu.

La totalité des données statistiques d'après-guerre adoptant comme point de départ l'année 1948 (2) ou la suivante (3), révèlent de façon très précise que jusque vers les années 60, on assiste incontestablement à une baisse des prix relatifs agricoles : c'est dire combien le mécanisme de la détérioration des termes de l'échange a joué dans toute sa rigueur ; on comprend dès lors que les fortes améliorations de productivité et adaptations de structures n'ont pu suffire à combler les écarts sectoriels de revenu, ce qui a entraîné un processus de paupérisation relative de l'agriculture un peu analogue au phénomène classique analysé par *Singer-Prebisch* à propos des conditions d'échanges commerciaux existant entre les pays développés et ceux du tiers-monde.

La dégradation des termes de l'échange à l'encontre de l'agriculture a eu une indéniable portée historique. On peut néanmoins s'interroger pour savoir si cette argumentation aux bases solides, encore largement utilisée de nos jours (4), conserve toujours son actualité et demeure un outil d'explication conforme aux faits ; ou si au contraire, à l'examen des statistiques les plus récentes, des tendances nouvelles se font jour et si en particulier la dernière décennie ne révèle pas un certain contraste par rapport au passé, la thèse coutumière perdant alors une grande part de son authenticité. En prenant comme base les données des années 61-62 et en poursuivant jusqu'aux derniers chiffres connus de l'année 72, soit sur une durée de onze ans, période suffisante pour dégager un trend significatif, notre propos consistera à suivre l'évolution des divers prix liant l'agriculture et l'ensemble de l'économie afin d'étudier si les mécanismes sur lesquels est bâtie la traditionnelle théorie des termes de l'échange, ont encore joué en défaveur du secteur agricole. Un certain nombre d'événements militent

en faveur du choix de la période initiale que beaucoup considèrent déjà comme celle du démarrage de la « nouvelle révolution agricole ». Ces années marquent en effet la fin d'une certaine agriculture de type artisanal et le début de l'industrialisation de l'agriculture et de son intégration croissante à l'économie nationale puis européenne. Elles correspondent également à la mise en place progressive des structures issues de la loi d'orientation de 1960. Ajoutons qu'au point de vue statistique, l'INSEE a procédé il y a quelques années à une refonte des comptes nationaux et à l'établissement d'une nouvelle série adoptant précisément comme base 1962.

Pour mener utilement une étude de ce genre, il convient au préalable de choisir les matériaux de mesure adéquats, puis de se livrer à quelques commentaires immédiats sur les différents indices exprimant les termes de l'échange, avant de se prononcer définitivement par une analyse plus approfondie s'appuyant sur les comptes de l'agriculture.

1 - Nature des statistiques utilisées

Dès qu'on recherche des données concernant les mouvements de prix, deux types de statistiques courantes s'avèrent disponibles : les premières, de loin les plus vulgarisées, proviennent de séries chronologiques construites à l'aide d'indices mensuels, trimestriels ou annuels, cependant que les secondes relatent des résultats calculés à partir des comptes de la nation. La principale difficulté rencontrée dans une telle investigation naît du fait que ces deux sources statistiques, qui appréhendent pourtant la même réalité économique sous-jacente, aboutissent assez souvent à des indications sensiblement différentes en raison de leur non-identité d'approche méthodologique dans l'exploitation des données brutes. En conséquence, le souci d'unicité et d'homogénéité du matériel employé conduit à opérer un choix. A des fins de cohérence et de plus grande exactitude dans les comparaisons, nous avons opté pour une utilisation exclusive des comptes nationaux car la construction même des indices, leurs pondérations et bases propres introduisent dans un tel travail les inévitables imperfections inhérentes aux multiples raccordements. C'est pourquoi tous les chiffres cités, tant sur le plan global qu'agricole, sont uniquement extraits des évaluations annuelles

(2) L'année de base n'était pas totalement sortie des séquelles de la situation de pénurie alimentaire.

(3) Cf. en particulier celles régulièrement publiées par la *Revue des Chambres d'Agriculture*, ainsi que la *Revue d'Economie Politique* dans son numéro annuel sur la situation de l'économie française.

(4) Parmi de très récents articles, relevons ceux de : D. CEPÉDE : « Productivité, rapports des prix et domination de l'agriculture ». *Economies et Sociétés, Cahiers de l'ISEA*, tome V, n° 5, mai 1971. — P. MASSON : « L'évolution des prix et l'agriculture », *Economie Rurale*, n° 95, 1^{er} trimestre 1973.

de la Comptabilité Nationale portant sur l'équilibre des opérations en biens et services. En d'autres termes, nous ferons état des indices implicites de prix qui sont obtenus d'une année sur l'autre en faisant le rapport, compte tenu des variations de volume, de la valeur des agrégats (5) au prix de l'année courante par la valeur de ces mêmes agrégats au prix de l'année précédente.

Soulignons cependant que bien qu'ayant mis l'accent sur la dérive existante entre les résultats immédiats des indices explicites et ceux constatés a posteriori par les comptes nationaux, il n'en demeure pas moins que les différences ponctuelles souvent importantes sont fortement minimisées en moyenne et longue période, tant les écarts se compensent en s'amortissant. Aussi pour donner quelque idée des fluctuations annuelles et cumulées, donnons-nous en complément, sans en tirer parti, les principaux résultats indiciaires : le lecteur sera ainsi à même de les confronter avec ceux de la comptabilité globale. Il se trouve d'ailleurs que ces derniers sont les moins satisfaisants pour l'agriculture, ce qui ne pourra que renforcer notre démonstration (6).

A l'inverse des indices habituels qui, une fois publiés, ont un caractère définitif non susceptible de révision, l'emploi des indices implicites tirés des comptes macro-économiques est nettement plus délicat car l'établissement de ceux-ci s'accompagne toujours d'un réexamen de ceux des années antérieures dont ils sont le prolongement et auxquels d'éventuelles rectifications peuvent être apportées. En effet, les travaux d'élaboration des comptes annuels s'appuient naturellement sur les statistiques les plus rapidement utilisables. L'expérience a montré que l'on aboutit chaque année à sur ou sous-estimer certains postes, d'où une périodique remise à jour qui intègre des sources statistiques plus fraîches. Ceci explique qu'avec le recul du temps on puisse trouver pour la même année des chiffres différents, puisque les séries nouvelles viennent progressivement corriger les anciennes en y apportant des modifications souvent non négligeables. Ces contraintes jouent particulièrement pour les comptes de l'agriculture qui dès leur parution ont toujours un caractère provisoire et font sans cesse l'objet d'évaluations nouvelles en fonction des enquêtes menées par le Service Central des Etudes Statistiques du Ministère.

Dans un souci de véracité, tous les tableaux figurant dans cet article ont ainsi été construits de proche en proche en privilégiant systématiquement, pour chaque année, les derniers résultats revus et corrigés qui redressaient certains chiffres d'années plus éloignées. Nous raisonnons donc sur des bases statistiques solides et les plus conformes à la réalité puisque nous avons choisi les données définitivement confirmées par les plus récentes publications.

II - Un premier constat : la croissance des divers prix-clés est globalement paritaire

A partir des comptes de la Nation nous recherchons les rythmes de hausse respective des prix entrant directement dans la composition usuelle des termes de l'échange ; pour cela, nous donnons au préalable quelques précisions sur les quatre indices implicites ainsi retenus.

— L'indicateur utilisé pour mesurer l'évolution du niveau général des prix dans l'optique produit, est l'indice des prix de la Production Intérieure Brute qui apparaît dans la colonne ressources du tableau des opérations en biens et services.

— Le taux d'inflation envisagé sous l'angle de l'emploi des revenus au stade de détail, est apprécié par l'indice des prix à la consommation des ménages par produits ; rappelons que ce dernier présente un champ différent et plus complet que l'indice mensuel servant à mesurer habituellement le coût de la vie.

— Les variations des prix des produits agricoles sont prises en compte par l'indice des prix agricoles à la production tiré des comptes de la branche, beaucoup plus exhaustif et fidèle que son homologue établi par campagne agricole et duquel certains produits sont exclus. Après 1968, date de mise en application pour l'agriculture des nouvelles dispositions fiscales, les chiffres sont indiqués hors TVA afin de mieux refléter au niveau des producteurs les prix réellement perçus.

— L'évolution des prix des achats courants de facteurs de production est retracée par l'indice des prix des consommations intermédiaires extrait comme le précédent, du compte production de l'agriculture. Les résultats sont là très voisins de ceux indiqués par l'indice PINEA.

L'examen du tableau 1 (cf. Annexe) livre déjà un certain nombre d'enseignements assez précis sur l'évolution des termes de l'échange intéressant le secteur agricole. L'observation détaillée montre évidemment les inévitables fluctuations annuelles mais si l'on s'en tient, pour le moment, aux moyennes générales qui compensent les mouvements conjoncturels, on constate que sur l'ensemble de la période analysée :

— les prix des produits vendus par les agriculteurs ont connu une hausse exactement parallèle à ceux de la PIB, ce qui revient à dire que le niveau relatif des prix agricoles est demeuré constant ;

(5) Précisons que la valeur de ces agrégats est obtenue par une multiplication : volume \times prix moyen.

(6) On pourrait nous objecter que cela ne suffit pas à justifier le choix des agrégats comme référence.

— les prix des denrées agricoles ont progressé à un rythme nettement plus élevé que ceux des biens et services achetés à l'extérieur, l'amplitude annuelle moyenne au bénéfice des producteurs ayant été de 0,9 % : on en conclut que le quotient prix reçus/prix payés a évolué favorablement et de façon très substantielle ;

— les ménages d'exploitants agricoles ont subi une augmentation du coût de la vie légèrement plus accentuée que celle du prix de leurs propres produits mais, étant donné la faible marge annuelle (0,15 %), on peut considérer que cet écart défavorable a été en grande partie annulé par l'avantage précédent.

Ainsi faut-il bien convenir que le mécanisme de détérioration des « terms of trade » par laminage des prix agricoles s'est enrayé depuis plus de dix ans. Tout s'est passé comme s'il y avait eu entre l'agriculture et l'ensemble de l'économie une sorte de contrat d'indexation occulte puisque, malgré l'inflation, les prix agricoles ont intégralement conservé leur valeur réelle. Certes, une analyse un peu plus fouillée fait apparaître que les données globales ne sont que les résultats combinés de deux périodes d'allure très différente :

— 62-68, années où les prix agricoles marqués par des oscillations erratiques, décrochent très nettement par rapport à la hausse générale des prix ;

— 69-72, phase de très forte croissance des prix des produits agricoles en raison notamment de l'entrée en application progressive des règlements communautaires ainsi que des rattrapages liés à la dévaluation du franc.

On serait alors tenté d'avancer que le trend général est en fait très influencé par les quatre dernières années. En réalité, si celles-ci interviennent évidemment avec une notable incidence sur les moyennes enregistrées, d'une part, même durant la première sous-période, il n'y a pas eu dégradation des rapports de prix internes à la branche, et d'autre part les ultimes années particulièrement bonnes pour l'agriculture ne sont pas uniquement dues à la mise en place définitive du marché commun et ne sont pas sans précédent, puisque lors des deux premières années 1962 et 63 les prix agricoles avaient également connu des hausses comparables et supérieures à celles de tous les autres prix.

Au total, les disparités d'évolution des rapports de prix observées dans le passé tendent à s'estomper aujourd'hui. Mieux encore, les séquelles de la dégradation antérieure se sont en partie résorbées puisque les prix des produits agricoles ayant cru plus vite que ceux des achats courants, il en est résulté, sur le plan de la branche, une certaine revalorisation des termes de l'échange ou, en d'autres termes, une amélioration des prix relatifs auxquels est soumis l'agriculteur en tant qu'entrepreneur individuel.

Cependant, cette évolution favorable à l'agriculture n'est peut-être qu'une apparence à la mesure des réflexions rapides auxquelles nous nous sommes livrés. C'est pourquoi nos premières impressions nécessairement incomplètes, ne peuvent être catégoriques que si elles sont corroborées par une analyse attentive et plus exhaustive des comptes d'exploitation de l'agriculture qui, seuls, peuvent permettre d'intégrer certains prix de facteurs jusqu'ici absents du débat.

III - Une quasi-certitude : le prix global des charges est en décroissance relative constante

Cette seconde approche a pour but d'affiner l'estimation des termes de l'échange internes au secteur primaire en confrontant aux prix de vente des produits l'ensemble des divers prix composant la totalité des charges supportées par l'agriculteur car, bien entendu, celles-ci ne comportent pas que les seuls achats en capital circulant pris en compte précédemment : le coût de location de la terre et de la main-d'œuvre salariée doit également intervenir dans toute évaluation sérieuse de l'évolution des frais assumés par les producteurs. A cet effet, l'utilisation des résultats du compte d'exploitation de la branche agricole fait apparaître du côté des emplois de la valeur ajoutée, toutes les charges autres que consommations intermédiaires parmi lesquelles figurent principalement les salaires et cotisations patronales ainsi que les fermages et métayages.

Le tableau statistique 3 récapitule année par année le montant global des charges d'exploitation ; le calcul en pourcentages met en évidence qu'en moyenne, sur l'ensemble de la période, les neuf dixièmes de celles-ci sont imputables aux trois postes suivants : consommations intermédiaires, charges sociales, fermages et métayages.

L'étude des mouvements de prix des achats sectoriels ayant été traitée plus haut, il importe à présent de nous pencher sur l'évolution du prix du travail et du loyer de la terre (7). Mais alors que pour notre analyse antérieure, il suffisait d'extraire des comptes nationaux les divers taux de progression des prix directement publiés, il faut maintenant, à défaut de données comptables analogues et immédiatement disponibles, procéder nous-même au calcul des indices de prix par l'intermédiaire d'indices de volume représentatifs des facteurs employés.

Pour apprécier l'évolution des quantités de travail utilisées, on peut se servir des recensements et évaluations annuelles de la population active par secteur et statut professionnel (cf. tableau 4).

(7) Nous n'étudierons pas ici la charge d'intérêt des emprunts.

A partir de ces données, il est aisé de calculer annuellement un indice de volume ; on constate alors qu'en moyenne et avec une très grande régularité (8), le nombre des ouvriers agricoles a diminué chaque année de 5,235 %.

Pour l'importance quantitative des terres en fermage et métayage, on peut se baser sur les résultats du RGA de 1963 et 1970 ainsi que ceux de l'enquête communautaire de 1967 ; d'après ces sources, le pourcentage de superficie en faire-valoir direct a oscillé entre 51,5 %, 50,5 % et 52,2 %. On peut donc valablement admettre que la part de SAU mise en valeur avec preneur est demeurée pratiquement stable et, en conséquence, raisonner à volume constant pour le couple fermage-métayage.

Nous disposons ainsi pour chaque année d'un indice de volume pour les deux inputs terre et travail et nous pouvons de même calculer, d'après les données du tableau enregistrant les charges, un indice de valeur correspondant : conformément à la procédure de la Comptabilité Nationale, le quotient de l'un par l'autre autorise à en déduire l'indice implicite de prix des deux facteurs étudiés. Les résultats numériques ainsi obtenus (9), les chiffres étant certes variables selon les années, font ressortir qu'en moyenne les salaires ont augmenté de 11,96 % par an cependant que le loyer de la terre subissait une hausse annuelle de 4,33 %. Si l'on tente quelques recoupements, ces progressions semblent à la réflexion très proches de la réalité : en effet, en se référant à l'indice d'ensemble des salaires agricoles, on observe entre 1962 et 1968 (5) une augmentation moyenne de 9,5 % et l'on sait qu'après cette date la suppression du SMAG et son alignement sur le SMIC a provoqué une très forte revalorisation des rémunérations agricoles. En outre notre chiffre, voisin de 12 %, inclut également les cotisations versées par les employeurs, lesquelles ont progressé beaucoup plus vite que les salaires. Les prix de fermage ont connu exactement la même hausse que les prix agricoles à la production, ce qui semble parfaitement logique puisque les baux ruraux sont pratiquement indexés sur les cours d'un certain nombre de denrées agricoles.

Dans cette ultime phase de nos calculs, le point des résultats essentiels est résumé dans le tableau 5.

La recherche de la progression du prix composite moyen de l'ensemble des charges ne doit pas uniquement tenir compte des mouvements respectifs des prix mais également des changements relatifs des quantités de facteurs employés puisque leurs variations en volume se sont effectuées en sens opposé. En partant de l'année initiale 1961 et en retenant comme base quantitative l'indice 100 pour les trois éléments, il convient alors de pondérer chacun des prix en fonction des valeurs mesurées en 1961. (Cf. tableau 6).

En faisant année par année, varier les volumes des trois postes, chaque nouveau coefficient de

pondération s'obtient en appliquant au pourcentage du tableau 6 (qui, lui, reste fixe), l'indice annuel moyen de volume correspondant. En procédant de la sorte, le rythme de hausse du prix moyen des charges globales a évolué comme l'indique le tableau 7 (cf. Annexe, tableau et détail des calculs).

Il apparaît très clairement qu'en raison de la substitution du capital au travail, le taux d'augmentation du prix de l'ensemble des charges décroît régulièrement au fil des ans. Ce phénomène s'explique fort bien puisque, sur l'ensemble de la période, les consommations courantes dont les prix se sont élevés moins vite que ceux des produits agricoles, ont en volume plus que doublé alors que, malgré l'accentuation de la rémunération du travail salarié, le net recul des effectifs employés qui ont diminué presque de moitié, a entraîné un allègement relatif très sensible de la masse salariale, l'influence des fermages s'amenuisant par ailleurs sans cesse. Certes, au sein de la totalité des charges d'exploitation, demeure un « résidu » non expliqué de l'ordre de 10 % mais, à moins d'une dissociation arbitraire volumes-prix, il est délicat d'en tenir compte et, en tout état de cause, il ne perturberait guère l'essentiel des résultats obtenus.

En résumé, il semble raisonnable de tenir pour acquis que depuis plus de dix ans le poids de l'augmentation du prix des différentes charges encourues par les exploitants s'est progressivement atténué, améliorant du même coup les termes de l'échange en faveur de l'agriculture. Les constatations émises dans la première partie de cette étude se trouvent donc renforcées : tout laisse à penser que ces tendances, beaucoup plus structurelles que conjoncturelles, se prolongeront dans un avenir proche.

Conclusion

Au terme de cette analyse, il semble indiscutable de remettre en cause l'une des théories traditionnelles les plus ancrées dans l'opinion commune des économistes ruraux et des experts, car force est d'admettre qu'au cours de la période contemporaine, cette argumentation s'est dépouillée d'une grande partie de sa substance. L'examen scrupuleux des statistiques de ces onze dernières années fait incontestablement apparaître que non seulement la détérioration des termes de l'échange s'est vue stoppée, mais en outre les rapports de prix se sont revalorisés au profit de l'agriculture.

(8) Toutefois cela pourrait être le résultat d'extrapolations statistiques.

(9) Afin de ne pas surcharger inutilement le texte, nous nous contentons ici et pour la suite d'indiquer les principaux résultats décisifs sans donner les calculs intermédiaires souvent fort longs.

(10) Cette série, qui ne paraît plus aujourd'hui, était publiée dans l'Annuaire Statistique Agricole du Ministère de l'Agriculture. Les derniers indices connus figurent dans l'édition de 1969, tome 1, page 32.

La démonstration à laquelle nous nous sommes livrés ne balaye d'ailleurs pas de fond en comble tous les principes établis. Un petit nombre d'universitaires notaient déjà il y a quelque temps que la baisse des prix relatifs agricoles avait connu un certain répit à partir des années 60 (11). Jadis très attachés à l'indexation des prix agricoles, les dirigeants professionnels eux-mêmes en ont implicitement convenu, puisqu'ils ont abandonné sur ce terrain l'essentiel de leurs revendications satisfaites de facto par une parité effective dans la progression des prix. Leur attitude s'est ainsi révélée en accord avec les sentiments du Professeur Klatzmann qui écrit : « Ce n'est certainement pas sous la forme de l'évolution parallèle des prix que devraient s'exprimer les revendications des agriculteurs » (12). En effet, la présence d'un lien rigide entre le niveau des prix agricoles et celui des autres biens et services ne constitue nullement le remède miracle aux problèmes agricoles.

Sans doute conviendrait-il, pour être plus convaincant, d'apporter des nuances à une analyse sectorielle très globale et donc nécessairement simplificatrice. En raison des divers types d'agriculture, de l'hétérogénéité des exploitations et de la variété des productions et des structures de coûts, on gagnerait certes en réalisme en décontractant au niveau des sous-branches par groupes de produits et de charges ; mais une telle recherche, les comptables des centres de gestion le savent bien, demeure délicate eu égard aux difficultés d'imputation des frais à une spéculation bien définie.

Nous ne saurions enfin trop insister pour redire que l'alignement des hausses entre prix agricoles et extra-agricoles n'induit pas pour autant une augmentation paritaire des rémunérations sectorielles. L'évolution des rapports d'échange est certes un facteur important de la situation relative du revenu de l'agriculture mais n'est pas à elle seule représen-

tative de la progression des gains de la branche. Les accroissements des quantités produites et la diminution du nombre des exploitants jouent un rôle probablement plus décisif. Est-ce dire que si la dégradation est devenue une réalité évanescence, il n'y a plus, selon la formule de M. Cépède, « transfert chrématistique » par le jeu du marché des accroissements de productivité hors de l'agriculture ? Sans nous engager aussi loin, on peut faire remarquer que si l'agriculture est encore grandement dominée par l'amont et l'aval, les diverses pressions qu'elle subit s'exercent vraisemblablement par d'autres canaux que celui des prix différentiels. L'image d'un secteur primaire livrant exclusivement ses performances productives par le biais de rapports de prix défavorables, doit quelque peu s'estomper (13).

Bref, la théorie des termes de l'échange préjudiciables à l'agriculture, l'une des plus classiques analyses explicatives du malaise paysan, est de nos jours sévèrement battue en brèche et mérite d'être, sinon rejetée en bloc, tout au moins sérieusement révisée et amendée.

(11) Cf. MALASSIS L. et POITEVIN J. — *Economic Rurale. 20 ans d'agriculture française*, numéro spécial 1^{er} et 2^e trimestres 1969, pages 27 et 106. Cf. aussi Houillier F. — *Revue d'Economie Politique*, numéro spécial sur l'économie française, septembre-octobre 1972, page 965. Ces auteurs admettaient déjà un temps d'arrêt dans la dégradation des prix réciproques mais pensaient que ce phénomène ne serait que passager.

(12) KLATZMANN J. — « Les politiques agricoles : idées fausses et illusions », P.U.F., 1972, page 49.

(13) Les premiers résultats des comptes sectoriels de surplus semblent en effet bien démontrer que l'agriculture, même sur une période lui étant particulièrement néfaste (1959-1967), n'a plus comme autrefois la prépondérance de diffusion des gains de productivité. Cf. Temple P. — *Essai d'application de la méthode des surplus. Economie et Statistique*, INSEE, n° 29, décembre 1971.

ANNEXE I

Taux annuels des variations de prix (en %)
Période 1962-1972

TABLEAU 1

Années	Prix de la PIB	Prix agricoles à la production	Prix des consommations intermédiaires	Prix à la consommation des ménages
1962	4,0	7,4	4,7	4,2
1963	5,3	6,2	2,9	4,9
1964	3,7	— 1,4	2,2	3,3
1965	2,4	1,4	1,9	2,5
1966	2,8	4,2	1,2	3,0
1967	2,7	0,4	1,5	2,9
1968	4,1	0,0	1,3	5,0
1969	6,6	7,6	4,9	7,1
1970	5,2	6,0	5,8	4,9
1971	5,3	4,9	6,6	5,6
1972	5,6	11,0	4,8	5,9
Moyenne annuelle sur 11 ans	4,33	4,33	3,43	4,48
Accroissement total sur l'ensemble de la période	59,374	58,435	44,723	61,803

Sources des divers indices implicites des prix :

Prix de la PIB et prix à la consommation des ménages :
 ● Années 62 à 66 : Les Comptes de la Nation base 1962. Séries chronologiques des comptes de biens et services. Collections INSEE - Série C n° 10 - mai 1971 : extraits des tableaux pages 17, 18 et 19.
 ● Année 1967 : Rapport sur les Comptes de la Nation de l'année 1970. Collections INSEE - Série n° 11 C - tome 3 - tableau page 14.
 ● Année 1968 : Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1971. Collections INSEE - Série C n° 15 - tome 1 - tableau page 86.
 ● Années 1969 à 1972 : Rapport sur les Comptes de la Nation de l'année 1972. Collections INSEE - Série C n° 23 - tome 3 - tableaux pages 24 et 25.

— Prix agricoles à la production et des consommations intermédiaires.

● Années 1962 à 1965 : Les Comptes de l'agriculture française. Collection INSEE - Série C n° 3 - tableaux pages 21, 22, 23 et 24.
 ● Années 1966 et 1967 : Les Comptes de l'agriculture française 1970. Juillet 1971 (hors collection), tableaux pages 11 et 13.
 ● Années 1968 à 1972 : Les Comptes de l'agriculture française de l'année 1972. Economie et statistiques INSEE n° 45 - mai 1973 - tableau page 30.

TABLEAU 2

Résultats indiciaires comparables

	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	Total sur période
A	—	3,6 %	5,1 %	2,1 %	2,8 %	2,7 %	3,3 %	2,6 %	8,5 %	5,3 %	6,0 %	6,9 %	4,44 % (annuel moyen)
B	142,3	151,2	164,8	163,6	165,6	173,5	174,4	175,8	187,3	198,4	207,1	233,6	64,16 %
C	101,4	104,0	107,8	109,3	110,5	111,9	112,7	116,4	121,7	129,2	138,7	145,0	43,00 %

A : Rythme annuel de hausse des prix de détail (259 articles puis 295 postes) calculé sur indice fin décembre de chaque année.
 B : Indice annuel des prix agricoles à la production, base 100 en 1955.

C : Indice PINEA, base 100 en 1960.
 Sources : Bulletin mensuel de Statistiques INSEE.

TABLEAU 3

Tableau des charges d'exploitation

(Données en millions de francs courants, pourcentages calculés sur valeurs annuelles)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Consommations intermédiaires	10 529	12 071	12 915	14 249	15 342	16 521	17 947	19 545	21 208	24 147	27 307	30 695
Sous-total charges du compte d'exploitation	6 982	7 347	7 975	8 509	8 992	9 643	10 163	11 416	12 374	13 217	14 561	16 185
Salaires + cotisations sociales dont Fermages et métayages	3 155	3 256	3 559	3 817	3 941	4 156	4 352	4 639	5 069	5 333	5 649	6 049
Charges globales	17 511	19 418	20 890	22 758	24 334	26 164	28 110	30 961	33 582	37 364	41 868	46 880
% des Consommations intermédiaires	60,12	62,16	61,82	62,61	63,04	63,14	63,84	63,12	63,15	64,62	65,22	65,47
% des Charges salariales	18,01	16,76	17,03	16,77	16,19	15,88	15,48	14,98	15,09	14,27	13,49	12,90
% des Fermages et métayages	13,36	12,49	12,31	11,40	10,78	10,43	10,15	9,31	8,84	8,42	8,11	7,97
% total	91,49	91,41	91,16	90,78	90,01	89,45	89,47	87,41	87,08	87,31	86,82	86,34

Sources :

● Années 1961 à 1966 : Comptes de l'Agriculture Française. Collection INSEE - Série C n° 3 - tableaux p. 20 à 25 compris.

● Années 1967 à 1970 : Comptes de l'Agriculture Française de 1971. Collection INSEE - Série C n° 17 - tableaux p. 13, 15, 17, 19.
● Années 1971 et 1972 : Economie et Statistiques, n° 45 - mai 1973 - tableau p. 28.

TABLEAU 4

Effectifs (en milliers) de salariés occupés en agriculture, par année, de 1961 à 1972

61	RGP	62	63	64	65	66	67	RGP	68	69	70	71	72
770,7	763,9	730,2	690,8	653,7	618,2	585,3	554,6	547,6	525,8	497,9	471,0	449,3	426,9

Sources : L'emploi salarié par région. Collection INSEE. Série D n° 22 - tableaux pages 52 et 53.

Deux dernières années : Rapport sur les Comptes de la Nation 1972. Série C n° 23 - tome 2 - page 35.

TABLEAU 5

Progression du prix composite moyen de l'ensemble des charges : résultats essentiels.

	Variations annuelles moyennes en pourcentages	
	Volumes	Prix
Consommations intermédiaires	6,55 %	3,43 %
Coûts salariaux	- 5,235 %	11,96 %
Fermages et métayages	0 %	4,33 %

TABLEAU 6

Coefficient de pondération des prix en fonction des valeurs mesurées en 1961

Indice de volume × part relative = Coefficient de pondération			
Consommations intermédiaires	100	60,12	60,12
Charges salariales	100	18,01	18,01
Fermages et métayages	100	13,36	13,36

TABLEAU 7

Evolution du prix moyen des charges globales

1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
5,096 %	4,962 %	4,836 %	4,718 %	4,608 %	4,509 %	4,423 %	4,335 %	4,243 %	4,169 %	4,101 %

ANNEXE II

Méthodologie utilisée pour effectuer les calculs de l'évolution du prix moyen des charges globales

Les indices suivants ont été calculés à partir du taux annuel moyen de variation en volume indiqué dans la première colonne du tableau de la page 12 ; ces indices n'ont donc pas été effectivement observés chaque année mais correspondent à ceux qui auraient été constatés si annuellement les volumes avaient régulièrement évolué comme la moyenne de l'ensemble de la période.

Explicitons brièvement les modalités selon lesquelles ont été obtenus les résultats synthétiques du tableau 7.

1. Etablissement de la série des indices de volume des trois facteurs utilisés (base 100 en 1961).

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Consommations intermédiaires	106,550	113,529	120,965	128,888	137,330	146,325	155,909	166,121	177,002	188,595	200,948
Salariés agricoles	94,765	89,804	85,103	80,648	76,426	72,426	69,635	65,990	61,535	58,314	55,263
Fermages et métayages						100					

2. Calcul du taux annuel moyen de croissance du prix incluant toutes les charges.

Pour une année donnée le processus de calcul suivi a été le suivant :

Facteur quelconque	Indice de volume correspondant (tableau ci-dessus)	Importance relative lors de l'année de base donnée fixe (2 ^e colonne du tableau du haut de la page 13)	Coefficient de pondération utilisé	Taux annuel moyen de croissance du prix du facteur (2 ^e colonne du tableau de la page 12)
	donnée variable	donnée fixe	donnée variable	donnée fixe
F_i	f_i	v_i	c_i	P_i

$$\text{Taux de Variations du prix des charges globales} = \frac{\sum c_i \times P_i}{\sum c_i} \text{ avec } c = f_i \times v_i$$

Donnons à titre d'exemple les chiffres utilisés pour le calcul concernant la première année de la série (1962) =

Consommations intermédiaires :
 $106,550 \times 60,12 = 64,058 \dots \times 3,43 = 219,719$

Charges salariales :
 $94,765 \times 18,01 = 17,067 \dots \times 11,96 = 204,121$

Fermages et métayages :
 $100 \times 13,36 = 13,360 \dots \times 4,33 = 57,849$
 Total : $\frac{94,485}{481,689}$

Taux de croissance obtenu : $\frac{481,689}{94,485} = 5,096 \%$

Tous les chiffres figurant dans le tableau 7 ont été obtenus de façon analogue ; il semble inutile de reproduire pour chaque année le détail des calculs ci-dessus.

D. FAUDRY - TABLEAU 2
Troisième analyse : corrélations entre facteurs et variables

Variables	Facteurs	Dimension	Orien- tation vers les produc- tions a- nimales	Produc- tion hors-sol	Statut juridi- que	Intensité culturelle	Cheptel bovin	Produc- tivité	Disponi- bilité de tra- vail fa- miliai	Communau- tés
Surface agricole utilisée (S.A.U.)		0,77		-0,22		0,33		0,41		0,95
Capital d'exploitation		0,86						0,33		0,88
Cheptel vif		0,61	-0,62				0,27			0,86
Nombre de travailleurs		0,90							-0,23	0,90
" " familiaux									-0,83	0,75
% de travailleurs familiaux		-0,68							-0,52	0,76
S.A.U./travailleur		0,25	0,21	-0,32		0,53		0,59	0,24	0,89
Cheptel mort/travailleur		0,20	0,36			0,24		0,53	0,28	0,59
Cheptel vif/travailleur			-0,73				0,29			0,73
Surface en fermage		0,66			0,47	0,25		0,34		0,87
" " % S.A.U.					0,82					0,70
Dépense en fermage		0,65			0,60					0,86
" " % charges réelles			-0,33	-0,23	0,81					0,82
Surface en céréales % S.A.U.		0,20	0,75			0,22		0,33		0,78
Surface fourragère		0,48	-0,66			0,34	0,22			0,87
Prairies permanentes % S.A.U.			-0,73							0,63
Unités de gros bétail		0,35	-0,34				0,85			0,97
" " " laitier		0,32	-0,59				0,22			0,54
Dépense en engrais		0,70	0,43					0,40		0,88
" " /ha.		0,35	0,68			-0,26				0,74
" " % charges réelles		0,21	0,65	-0,37				0,29		0,73
Unité de gros bétail/travailleur							0,94			0,92
Produit d'exploitation		0,82						0,47		0,96
Produit hors-sol				0,91						0,86
" " % Produit d'exploitation				0,89						0,85
Valeur ajoutée/travailleur		0,25						0,89		0,93
Produit d'exploitation/ha.				0,73		-0,47				0,76
Produit de la S.A.U./ha.						-0,88				0,81
Revenu agricole		0,56						0,70		0,87
Productivité globale								0,85		0,79
% de variance extraite		0,29	0,18	0,10	0,06	0,05	0,05	0,04	0,03	
% de variance cumulée		0,29	0,47	0,57	0,63	0,68	0,73	0,77	0,80	